

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur



DECHAMBOUX SA

300 Avenue Jean Morin
74800 LA ROCHE SUR FORON

Références : 20221123-RAP-DECHAMBOUX-SiteTransit-LaRocheSurForon-Inspection-REACH
Code AIOT : 0006104671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 novembre 2022 dans l'établissement DECHAMBOUX SA implanté 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74800 LA ROCHE SUR FORON. L'inspection a été annoncée le 26 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur la thématique produits chimiques (REACH).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHAMBOUX SA
- 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74800 LA ROCHE SUR FORON
- Code AIOT : 0006104671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société DECHAMBOUX est spécialisée dans la fourniture de produits chimiques destinés à l'industrie, ainsi que dans le regroupement, le transit et le traitement de déchets industriels dangereux. Elle exploite un établissement d'environ 10 900 m² où elle emploie 25 personnes, situé à la Roche-sur-Foron, en zone industrielle de Dragiez, 300 rue Jean Morin. L'exploitation de l'établissement a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 6 mars 1992.

Suite à l'évolution des activités de son établissement, la société DECHAMBOUX a déposé une demande d'autorisation le 21 janvier 2019, principalement motivée par l'augmentation du flux de

déchets transitant sur le site. Après l'instruction d'une procédure d'autorisation, le site est aujourd'hui réglementé par arrêté du 11 mars 2020 pour un flux journalier maximal de déchets de 80 tonnes et une quantité totale de déchets sur le site de 559 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le volume des activités de la rubrique 2718
- les produits chimiques (REACH)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Volume des activités relevant de la rubrique 2718-1 A	Article 1-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 2020
2	REACH	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37-5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les volumes de l'activité de regroupement et transit de déchets industriels dangereux sont conformes à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2020.

Concernant les suites de contrôle "produits chimiques", nous demandons à l'exploitant d'apporter sous un délai d'un mois, les informations suivantes :

- confirmer la présence d'un dispositif pour éviter l'accumulation de charges électrostatiques (à la fois pour la stockage et pour la manipulation) (Rubrique 10.4 de la FDS + article 37-5 REACH),
- confirmer que l'armoire de stockage de WHITE SPIRIT D40 dispose d'une liaison équipotentielle électrique et d'une mise à la terre (Rubriques 7.2 et 10.2 de la FDS + article 37-5 REACH),
- préciser les mesures et les moyens dont il dispose sur site pour répondre aux mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle de WHITE SPIRIT D40 (Rubrique 6 de la FDS + article 37-5 REACH).

L'inspection des installations classées n'a pas de demande complémentaire concernant cette thématique.

Une nouvelle inspection sera réalisée au premier semestre 2023 afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 2020 et notamment celles relatives à :

- la maîtrise des risques accidentels et à leurs conséquences portant en particulier sur le maintien des effets dangereux à l'intérieur de l'établissement pour tous les scénarios d'accidents, la rétention des eaux d'incendie, la détection d'un incendie,
- la maîtrise des émissions atmosphériques de composés organiques volatils ,
- la réduction de l'emprise des effets dangereux et la rétention des eaux d'incendie.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Volume des activités
Référence réglementaire : Article 1-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 2020
Thème(s) : Volume des activités
Prescription contrôlée : Le volume total autorisé pour les activités de regroupement et transit de déchets industriels dangereux, au titre de la rubrique 2718 est fixé à 559 tonnes.
Constats : Les volumes de l'activité de regroupement et transit de déchets industriels dangereux sont conformes à ceux autorisés par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2020, soit de 280 tonnes le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 2 : REACH (WHITE SPIRIT D40)
Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, stockage-utilisation-stabilité et réactivité
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • lutte contre l'incendie : rubriques 5.1 et 5.2 de la FDS et article 37.5 REACH • dispersion accidentelle : Rubrique 6 de la FDS et article 37.5 REACH • conditions de stockage : rubriques 7.2 et 10.2 de la FDS et article 37.5 REACH • utilisation pertinente : rubrique 1.2 et article 37.5 REACH • manipulation sans danger : Rubriques 7.1 de la FDS et article 37.5 REACH • réactivité : rubrique 10.1 de la FDS et article 37.5 REACH • conditions à éviter : rubriques 10.4 de la FDS et article 37.5 REACH • matières incompatibles : Rubrique 10.5 de la FDS et article 37.5 REACH
Constats : L'inspection sur la thématique "produits chimiques" a porté sur la substance WHITE SPIRIT D40, qui est utilisé dans la formulation de fluide caloporteur. Cette substance ne répond ni aux critères PBT ni aux critères vPvB, conformément à l'annexe XIII du règlement REACH. Le canevas de l'inspection est annexé au rapport d'inspection. Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois de : <ul style="list-style-type: none"> • confirmer la présence d'un dispositif pour éviter l'accumulation de charges électrostatiques (à la fois pour la stockage et pour la manipulation) (Rubrique 10.4 de la FDS + article 37-5 REACH), • confirmer que l'armoire de stockage de WHITE SPIRIT D40 dispose d'une liaison équipotentielle électrique et d'une mise à la terre (Rubriques 7.2 et 10.2 de la FDS + article 37-5 REACH), • préciser les mesures et les moyens dont il dispose sur site pour répondre aux mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle de WHITE SPIRIT D40 (Rubrique 6 de la FDS + article 37-5 REACH).
Type de suites proposées : Sans suite

RÉFÉRENCE DU PRODUIT		
Nom commercial	WHITE SPIRIT D 40	
Fournisseur	Société Charbonneaux Brabant-52 rue de Justice-ZI. Port Sec-51100 Reims	
S'il s'agit :	<input type="checkbox"/> d'une substance N° CE : 919-857-5	<input checked="" type="checkbox"/> d'un mélange / préparation Composition : Combinaison complexe et variable d'hydrocarbures paraffiniques et cycliques dont le nombre de carbones se situe en majorité dans la gamme C9-C11 et dont le point d'ébullition est compris entre 130°C et 210°C. Hydrocarbures, C9-C11, n-alkanes, isoalkanes, cyclics, >2 %
<div> <div> VÉRIFICATIONS DE BASE SUR LA FICHE DE DONNÉES DE SÉCURITÉ (FDS) </div> <div> Présence de la FDS chez l'exploitant : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date de rédaction : 17/01/20 Date de révision : 17/01/20 Numéro de version : n°20049-4212-18627-010281 Les pages sont numérotées : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non </div> <div> FDS intégralement en français : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Les 16 rubriques et sous-rubriques sont présentes : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Adresse électronique du fournisseur en rub. 1.3 : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Numéro ORFILA (01.45.42.59.59) en rub. 1.4 : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Scénarios d'exposition joints : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> S.O. </div> </div>		

Règle à respecter		Éléments à relever	Constat sur site (étiquette produit)	Constat FDS
titre	référence réglementaire			
Étiquetage	Art 17 CLP	<div>pictogrammes</div> <div> <div>Mentions de danger H (ou R)</div> <div>Conseils de prudence P (ou S)</div> </div>	<div>pictogrammes de dangers identiques au point 2.2. de la FDS</div> <div> <p>Les mentions de danger ne sont pas mentionnées explicitement sur l'étiquetage.</p> <p>L'étiquetage ne renvoie pas à la fiche de données sécurité.</p> </div>	<div>Cohérence constatée entre la FDS et l'étiquetage des stockages GRV</div> <div> <p>Les mentions de dangers sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - H226 : Liquide et vapeurs inflammables - H 336 : peut provoquer somnolence ou éreige - H304 : peut-être mortel en cas d'indigestion et de pénétration dans les voies respiratoires </div>
Classification	Art 4 à 6 de CLP	Classification		<div>Les phrases de danger concernées et inscrites dans la FDS sont reportées sur l'étiquetage</div>
Demande de l'inspection : aucune				

CONDITIONS DE STOCKAGE			Contenu de la FDS	Écart entre le constat sur le lieu de stockage et les données de la FDS
Titre	Référence réglementaire			
Lutte contre l'incendie	Rubriques 5.1 et 5.2 de la FDS + article 37-5 REACH	En cas d'incendie, utiliser de l'eau, de la mousse, de la poudre d'extinction, du dioxyde carbone (CO2). Moyen d'extinction déconseillé : jet d'eau à grand débit Dangers particuliers résultant du produit WHITE SPIRIT D40 : monoxyde de carbone, dioxyde de carbone, formation de gaz toxiques en cas d'échauffement ou d'incendie, des vapeurs peuvent former avec l'air un mélange explosif, les eaux de ruissellement vers les égouts peut provoquer un incendie ou une explosion.		
Demande de l'inspection : sans objet				
Dispersion accidentelle	Rubrique 6 de la FDS + article 37-5 REACH	La FDS indique qu'en cas de dispersion accidentelle, il faut : - porter un équipement de sécurité, un appareil de protection respiratoire. - ne pas rejeter à l'égout, ni dans le milieu naturel - Récupération : recueillir les liquides à l'aide d'un produit absorbant, utiliser du matériel antidéflagrant - évacuer les matériaux contaminés en tant que déchets		
Demande de l'inspection : dans un délai d'un mois, l'exploitant précisera les mesures et les moyens dont il dispose sur site pour répondre aux mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle de WHITE SPIRIT D40				
Conditions de stockage (ambiance)	Rubriques 7.2 et 10.2 de la FDS + article 37-5 REACH	Les conditions de stockages du WHITE SPIRIT D40 dans une armoire compartimentée étanche, avec fermeture des portes automatiques, comportant des rétentions, munies de détection et d'extinction automatique incendie sur site répondent aux dispositions de la FDS. Toutefois, il n'a pas été abordé si l'armoire dispose d'une liaison équipotentielle électrique et une mise à la terre.		
Demande de l'inspection : Dans un délai d'un mois, l'exploitant confirmera que l'armoire de stockage de WHITE SPIRIT D40 dispose d'une liaison équipotentielle électrique et d'une mise à la terre.				

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23 août 2000, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation ; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'installation électrique des conteneurs de déchets ménagers spéciaux se limite à l'éclairage et la ventilation des locaux et sont de type ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 11 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 mars 2012, article 29-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<p>Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents montre que les quatre emplacements des bennes situés au sud du site sont reliés au réseau collectif des eaux usées (Cf-Annexe). Les eaux de ruissellement du reste du site sont collectées par le réseau passant par un débourbeur-déshuileur avant le rejet au réseau collectif des eaux pluviales de la commune.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux d'extinction se déverseraient donc dans ces deux réseaux, mais l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que chacun d'eux était équipé d'un dispositif de coupure destiné à confiner les eaux sur le site.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas été démontré que le site est en capacité de retenir le volume des eaux d'extinctions délivrées par le poteau d'incendie pendant une heure soit 120 m³ auquel s'ajoute la quantité d'eau recueillie lors d'une pluie décennale.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de démontrer la présence de dispositifs d'isolement des réseaux de collecte des effluents (eaux usées et eaux pluviales) avant rejet aux réseaux collectifs et de la capacité du site à confiner les eaux d'extinctions délivrées par le poteau d'incendie pendant deux heures soit 120 m³ auxquels s'ajoute la quantité d'eau recueillie lors d'une pluie décennale.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Il a été constaté lors de la visite la présence d'extincteurs répartis sur le site. Ces derniers ont fait l'objet d'un contrôle effectué le 17 septembre 2021 et n'appellent pas de remarque de notre part. <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence d'un poteau d'incendie (VM 609) implanté sur la rue Germain Sommeiller à environ 170 mètres de l'entrée du site de la déchetterie. Ce point respecte les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 août 2000 qui fixe la distance du poteau d'incendie à 200 maximum de l'installation. Toutefois, il ne répond pas aux nouvelles dispositions introduites par l'article 21 de l'arrêté ministériel susvisé applicable aux déchetteries soumises à enregistrement.</p> Nous demandons à l'exploitant de préciser sous un délais de 3 mois :
<ul style="list-style-type: none">le débit du poteau d'incendie VM609 situé à proximité de la déchetterie,s'il existe, à moins de 100 mètres de tout point de l'installation, un poteau d'incendie conforme aux prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 :<ul style="list-style-type: none">dans l'affirmative, l'exploitant nous transmettra un plan représentant la position de l'ouvrage ainsi que ses caractéristiques,dans la négative, l'exploitant devra recueillir et nous transmettre l'avis du service départemental d'incendie et de secours sur les moyens de lutte contre l'incendie dont peut bénéficier son installation et, le cas échéant, sur les dispositifs complémentaire qu'il convient d'ajouter (réserve d'eau, poteau supplémentaire...)
L'inspection fera des propositions complémentaires sur la base des éléments transmis par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n° 13 : Traitement des eaux résiduaires

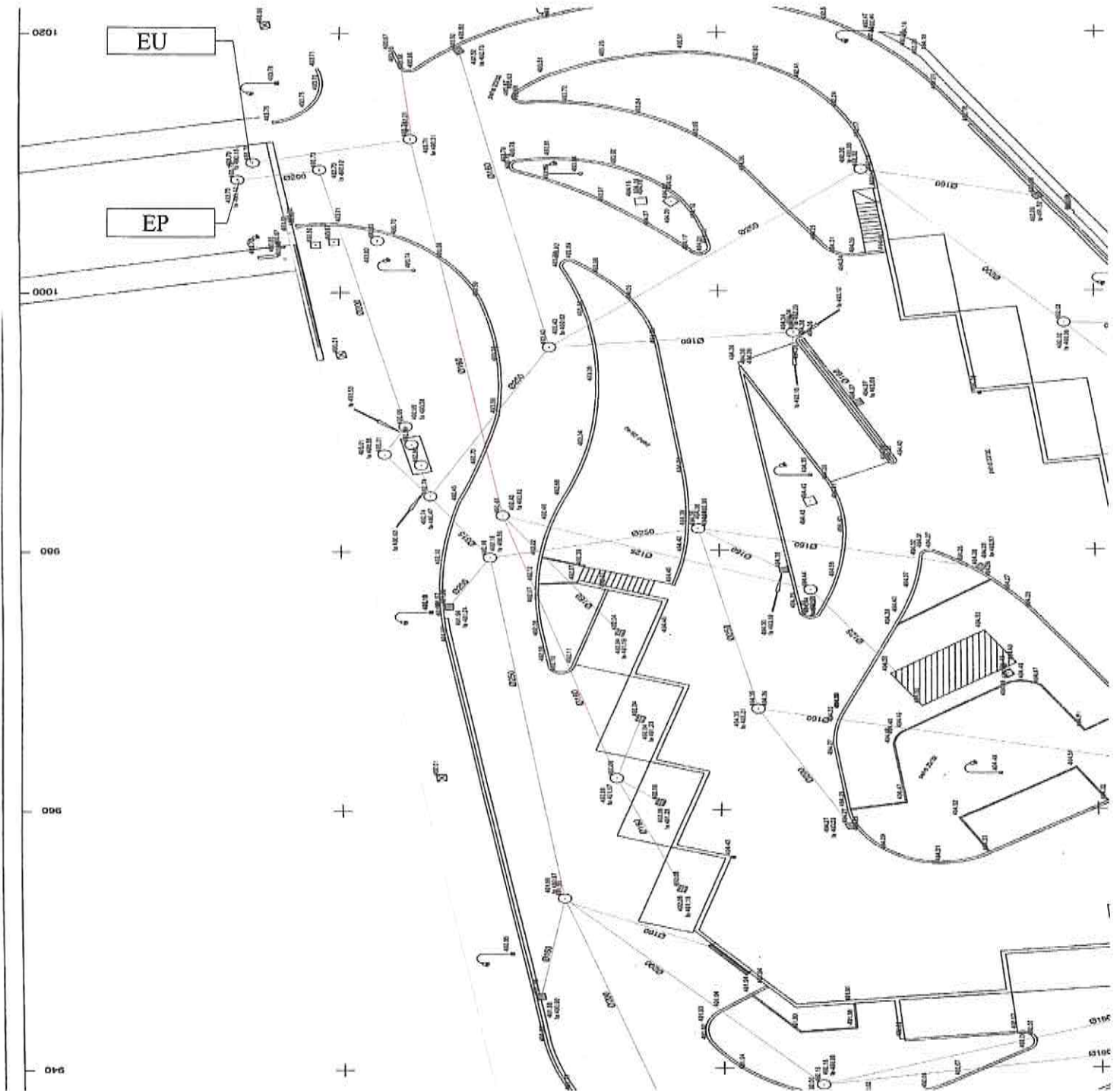
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 mars 2012, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : les dispositifs de traitement des eaux (décanteur-désuileur) sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans...
Constats : Le réseau des eaux pluviales est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures qui est vidangé et curé régulièrement. A cet égard, exploitant a présenté la facture d'intervention de la société SARP Centre des opérations menées en novembre et décembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 14 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26 mars 2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes et collisions
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : Toutes les aires des quais de la déchetterie sont équipées de dispositifs anti-chutes. Les zones de déchargement et la voie de circulation sont identifiées par des marquages au sol. Le site est équipé de luminaires répartis sur l'ensemble du site.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Plan des réseaux de collecte des effluents



— Réseau d'eaux pluviales

— Réseau d'eaux usées

